

Encore un mauvais coup

En visant le budget de l'Union, le gouvernement s'en prend aussi aux ressources des Régions... et la droite bretonne applaudit.

« La politique régionale européenne, dite politique de cohésion, est le deuxième budget de l'Union européenne après celui de la politique agricole commune », rappelle Pierre Karleskind, conseiller régional délégué aux Affaires Européennes. Ces deux politiques majeures doivent être redéfinies à l'horizon 2014. Dans un contexte budgétaire tendu, la crainte de les voir opposées est forte. Et ce n'est pas le ministre de l'Agriculture, en charge des deux dossiers, qui va rendre les Régions optimistes.

Dans son récent avis sur la politique de cohésion, le gouvernement français affirme explicitement que la « **baisse de la part du budget européen dédiée à la politique de cohésion est prioritaire** ». Ajoutant cette baisse au souhait de voir maîtrisé le budget de l'Union européenne, le gouvernement s'en prend ainsi à la fois à l'Europe et aux Régions. Cette position rompt « **le lien qui doit unir l'Europe à l'ensemble des territoires, et à ses citoyens** », a souligné l'Association française des communes et régions d'Europe, présidée par Louis Le Pensec.

Par ailleurs, en refusant de prendre position sur la proposition de la Commission européenne, prônant la mise sous condition du versement des fonds européens au respect par l'État-membre des critères de Maastricht (déficit inférieur à 3% du PIB, ...), le gouvernement ne rassure pas les Régions.

Dans leurs avis respectifs, la Région Bretagne et la Conférence des Régions périphériques maritimes ont en effet jugé cette dernière proposition totalement inacceptable, jugeant que les collectivités locales ne devaient pas être comptables des mauvaises politiques budgétaires des États.

Étant donné l'état calamiteux des finances publiques de l'État français, ce sont plus de 480 millions d'euros qui se seraient évaporés de la Bretagne sur la période 2007-2013 !



L'Europe a participé à hauteur de 88 millions d'euros, pour le ferroviaire en Bretagne

Pour notre Région, sur cette période, les fonds structurels représentent en effet (entre autres) 183 millions d'euros pour la promotion de l'emploi, 137 millions d'euros pour la recherche et l'innovation et 88 millions d'euros pour le ferroviaire venant en complément des financements nationaux et locaux.

Malgré ces réalités sonnantes et trébuchantes, les élus de la droite bretonne, dans une posture idéologique libérale, comme à leur habitude, ont voté contre l'avis de la Région Bretagne. 🙄

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 3/03/2011



Dossier de la semaine

Droite absente



Vie de la Fédération

Une Fédération mobilisée



Interview

Une autre vision de la mondialisation

Avec Philippe Cordery

Echec annoncé

Quel que soit le ministre, la politique étrangère de Nicolas Sarkozy est vouée à l'échec. Car, le président de la République considère la diplomatie comme un élément de sa politique intérieure. L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? Son opposition sera d'autant plus virulente que la pression des électeurs du Front National sera importante. Faut-il accorder une récompense à un ami du pouvoir ? Un poste d'ambassadeur fera toujours l'affaire. Les entreprises françaises pourraient investir en Lybie ? Le colonel Khadafi peut dresser sa tente à Paris. Quitte, ensuite, à cacher les photos de cette dangereuse liaison.

En 2012, le prochain président de la République aura une tâche prioritaire à accomplir : redonner un sens à la diplomatie française.

Où sont les femmes ?



« Où sont les femmes ? », c'est la question que posait "Le Monde", le 22 février, en analysant l'évolution des candidatures aux élections cantonales. Comparé aux autres départements, le Finistère, grâce au Parti Socialiste, fait figure de pionnier en matière de promotion de la parité.

« La loi du 6 juin 2000 sur la parité en politique a amorcé une féminisation des assemblées. L'Assemblée nationale compte aujourd'hui 112 femmes sur 577 députés, soit près de 19% des élus. Le Sénat fait un peu mieux avec 22% de femmes sur 343 sénateurs. Mais, sur les 101 conseils généraux que compte la France, seulement 6 sont présidés par une femme », rappelle le quotidien du soir.

Aujourd'hui encore, le Tarn-et-Garonne ainsi que l'Ariège, bien que présidés par des élus de gauche, ne comptent aucune conseillère générale.

Les Conseils généraux du Haut-Rhin (UMP), des Vosges (UMP), de l'Orne (UMP), de l'Indre (UMP), de la Haute-Savoie (DVD), et du Gers (PS) ne comptent qu'une femme dans leurs assemblées.

Avec 16 élues (dont 14 de gauche) sur 54, le Conseil général du Finistère fait figure d'exemple. Et, compte-tenu du nombre de candidates qui se présentent les 20 et 27 mars, la tendance devrait encore s'améliorer. En effet, le PS présente plus de candidates que de candidats (11 hommes et 12 femmes).

Ce qui est loin d'être le cas des autres forces politiques. Europe écologie les Verts, présents dans les 28 cantons renouvelables, seront représentés par 10 candidates et 18 candidats. Le Front de gauche, par 6 femmes et 13 hommes.

Mais la palme revient certainement à l'UMP ou l'Alliance pour le Finistère qui, dans les quatre cantons qu'elle tient aujourd'hui, ne présente que des hommes. Selon les informations données par le parti présidentiel à la presse locale, le 22 janvier, le comité départemental de l'UMP a donné son investiture à ses candidats pour les cantonales à 14 candidats étiquetés UMP (2 candidates, 12 candidats) et 7 dvd (3 candidates et 4 candidats).

Droite absente

L'analyse des candidatures aux élections cantonales, des 20 et 27 mars, permet d'avoir une vision assez nette du paysage politique finistérien, même si seul le verdict des électeurs comptera.



Michel Loussouarn interpelle la Droite

Premier constat, le nombre de candidats a nettement diminué par rapport au précédent scrutin qui s'est tenu en 2004. A l'époque, 187 candidats s'étaient présentés, contre 140 seulement cette année.

Deuxième constat, l'UMP, pourtant parti présidentiel, n'est pas en mesure d'être représenté dans les 28 cantons. A Saint-Thégonnec et Bannalec, la droite est totalement absente. « C'est un peu une surprise », reconnaît Solange Creignou. « Nous pensions tout de même qu'ils trouveraient quelqu'un ». « Ici, il faut remonter à 1973 pour retrouver une telle situation », rappelle Guy Le Sergent.

Quoi qu'il en soit, les deux candidats socialistes n'entendent pas modifier leur stratégie de campagne. « Nous allons, comme nous l'avons prévu et comme nous l'avons déjà commencé, mener une campagne de terrain, au contact des électeurs, en porte-à-porte notamment, pour expliquer l'enjeu de cette élection et présenter les orientations de la majorité départementale, contenues dans le *Manifeste pour le Finistère* », expliquent-ils.

Autre cas de figure, le canton sans candidat UMP officiel, comme dans celui de Lanmeur. « Mais tout le monde sait bien qui est à droite et qui est à gauche », constate Nathalie Bernard. « Mon adversaire était déjà candidat en 2004 sous l'étiquette divers droite ».

Il n'en va pas de même dans le canton de Rosporden, où l'UMP est bien absente. Mais où l'extrême-droite est présente. Cette situation inhabituelle a obligé Michel Loussouarn à adresser une lettre ouverte aux principaux dirigeants des partis qui forment l'opposition au Conseil général sous le nom d'« *Alliance pour le Finistère* ».

« Cette situation n'affaiblit pas seulement le débat démocratique en empêchant la confrontation de nos projets respectifs, elle sert aussi de prétexte à la candidature du mouvement d'extrême-droite "*Jeunes Bretagne*" », rappelle le candidat socialiste.

Dans un communiqué de presse, daté du 26 février, ce groupuscule connu pour ses démonstrations xénophobes et racistes affirme « qu'il est vite apparu que les électeurs du canton de Rosporden ont été choqués de constater qu'aucun candidat du centre ou des droites ne se soit déclaré face aux candidats de gauche, laissant toute une population orpheline de toute alternative politique. Comment allaient donc pouvoir s'exprimer les très nombreux électeurs qui refusent le règne de la dépense socialiste, de la racaille, de la complicité avec les clandestins ? ».



Nathalie Bernard, candidate socialiste à Lanmeur

« L'absence de vos formations est source de confusion, d'autant plus qu'il se présente sous une étiquette "divers droite" », indique Michel Loussouarn aux dirigeants de l'Alliance pour le Finistère qui leur demande : « quelles actions publiques vous êtes disposés à entreprendre, sans délai, auprès des électeurs du canton de Rosporden pour les éclairer sur la vraie nature du candidat "*Jeunes Bretagne*" et pour affirmer sans ambiguïtés votre soutien aux candidats républicains ? ».

Une Fédération mobilisée

Plus de 80 secrétaires et trésoriers de section se sont réunis lors de la rencontre annuelle à Ty Boulouarn, à Plounéour-Ménez, le 19 février.

« Nous avons voulu faire de cette journée un moment d'échanges entre les secrétaires et les trésoriers de section et le secrétariat fédéral », a souligné Sylvain Éliès. C'est d'ailleurs pour cette raison que cette année, pour la première fois, les ateliers étaient présidés par des secrétaires ou trésoriers de section : Marcie Chol, de Daoulas, pour celui consacré aux aspects financiers, et Claude Abiven de Landivisiau, pour celui sur les primaires.

Cette rencontre annuelle fut aussi l'occasion pour Marc Coatanéa de présenter la réorganisation du secrétariat fédéral, intervenue au mois de janvier. « Nous entrons dans une séquence



L'édition 2011 de la journée des secrétaires de section

particulièrement riche en événements et il était nécessaire de renforcer le secrétariat », a expliqué le premier secrétaire fédéral.

Trois nouveaux secrétaires sont venus renforcer l'équipe : Jacky Le Nen, de Saint-Pol-de-Léon, comme trésorier adjoint, Isabelle Melscoët, de Guipavas,

pour le suivi des délégués fédéraux, et Emmanuelle Bénard, de Quimper, pour l'organisation de rencontres militantes.

A ces arrivées, il faut ajouter des changements d'intitulés pour les secrétaires fédéraux déjà en place. Ainsi, Sylvain Éliès est chargé de la coordination générale. Anne Graziana prenant en charge les relations avec les organisations syndicales et Stéphane Riou le soutien aux groupes d'élus minoritaires.

« Dans les semaines qui viennent, nous allons en outre procéder à l'actualisation de nos fichiers de manière à pouvoir communiquer rapidement avec les adhérents et surtout nos sympathisants », a annoncé Marc Coatanéa aux secrétaires de section. 🌹

Interview

Une autre vision de la mondialisation

Avec Philippe Cordery

Philippe Cordery, secrétaire général du PSE (Parti des socialistes européens), a participé au Forum Social Mondial de Dakar, au début du mois de février.

Cap Finistère : L'altermondialisme existe-t-il toujours ?

Philippe Cordery : Si, par altermondialisme, nous entendons une autre vision de la mondialisation que la vision libérale, ce mouvement est plus que jamais vivant. Le Forum Social Mondial de Dakar en a été la preuve.

Toutes les grandes revendications du mouvement altermondialiste sont aujourd'hui sur l'agenda international, que ce soit la régulation des marchés financiers, la taxation des transactions financières, l'interdiction de la spéculation sur les biens alimentaires, le développement de normes sociales et environnementales mondiales contraignantes, ... Les progressistes de

tous bords, politiques, associatifs, syndicaux, ont donc su unir leurs forces pour imposer leurs termes et leurs revendications aux agendas du G20 et des autres grandes organisations internationales.

Cap Finistère : Sur quoi ont porté les débats à Dakar ?

Philippe Cordery : J'ai moi-même animé une table-ronde portant sur trois piliers des socialistes pour un nouvel agenda progressiste mondial : la taxe sur les transactions financières, le travail décent et le juste-échange.

Pour une mondialisation juste et qui profite à tous, nous devons mettre en place une régulation et une redistribution à l'échelle mondiale : ces trois instruments peuvent nous le permettre.

Cap Finistère : Que retires-tu des discussions entre les partis de gauche d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine ?

Philippe Cordery : Le Forum Social Mondial est une occasion de rencontrer les

progressistes du monde entier.

Nos discussions avec le Foro de Sao Paulo brésilien ont été très productives et en est ressortie la véritable volonté de formuler une alternative commune à la mondialisation libérale. Nous nous sommes entendus sur l'importance de sommets, tels que le Forum Social Mondial, pour faire peser les propositions progressistes sur l'agenda international.

Aussi, le PSE a coordonné une réunion avec de nombreux représentants de Partis africains de l'Internationale Socialiste (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin, Mauritanie, Guinée Équatoriale), sur les questions de démocratie, bien sûr, vue l'actualité internationale, mais aussi de l'alternance espérée en Afrique, de liberté d'expression et d'association, etc. Nous avons également convenu de travailler à une proposition commune de politique de développement, pour Européens et Africains, ensemble, avancer vers un monde plus juste, plus égalitaire et plus solidaire. 🌹



Agenda

20 mars

8 h 00 - 18 h 00 : Premier tour des élections cantonales.

21 mars

12 h 00 : Bureau fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

27 mars

8 h 00 - 18 h 00 : Second tour des élections cantonales.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 899 - Vendredi 4 mars 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Geneviève Fraisse à Brest

La philosophe féministe Geneviève Fraisse, animera une conférence, le 15 mars, salon Richelieu, à la mairie de Brest.

Le groupe *Femmes du PS* se réunira de 18h30 à 20h00 au local du PS à Brest, rue de Portzmoguer. Celles et ceux qui le souhaitent pourront ensuite se rendre à la conférence de Geneviève Fraisse.

La campagne des cantonales



- Le 4 mars, François Marc en réunion publique, à Plouvorn.

- Le 4 mars, Joëlle Huon en réunion publique (enfance/jeunesse), salle polyvalente de Coat-Méal, à 20h30.

- Le 7 mars, Marylise Lebranchu en réunion publique à Santec, à 19h00.

- Le 9 mars, François Cuillandre au marché de Crozon, à 11h00.

- Le 9 mars, Pierre Maille en réunion publique à Plouescat.

- Le 10 mars, François Marc en réunion publique, salle Marcel Bouguen à Plabennec, à 20h30.

- Le 11 mars, Marylise Lebranchu, en réunion publique à Plougasnou, à 18h30.

- Le 14 mars, François Marc en réunion publique à Landéda.

- Le 15 mars, François Marc en réunion publique au centre culturel de Rosporden, à 20h00.

- Le 15 mars, Nathalie Sarabezolles en réunion publique (Dépendance et personnes âgées), à la Médiathèque de Bourg-Blanc.

- Le 16 mars, François Marc en réunion publique à Combrit.

- Le 17 mars, Pierre Maille en réunion publique à Crozon, à 18h30.

- Le 17 mars, Pierre Maille en réunion publique à la salle polyvalente de Loc-Brévalaire.

- Le 17 mars, Jean-Luc Fichet en réunion publique à Lanmeur.

- Le 18 mars, François Marc en réunion publique à Audierne.

Vaines polémiques

Le 27 février, invitée de l'émission politique d'Europe 1 « *Le grand rendez-vous* », la Secrétaire nationale des Verts a cru bon d'injurier Jean-Yves Le Drian en le qualifiant d'« *escroc* », au motif qu'il souhaitait défendre l'image de la Bretagne face à la campagne d'affichage de *France Nature Environnement*.

Lors de la même émission de radio, Cécile Duflot a dit vouloir faire en sorte « *que l'on puisse boire de l'eau potable en Bretagne* ».

Jean-Yves Le Drian a immédiatement réagi. « *La violence des propos me surprend, "escroc" est un qualificatif très grave. Je laisse les imprécations à Madame Duflot, j'ose espérer que c'est l'émotion qui l'a fait déraiser. Pour ma part, je considère que mon rôle de Président est de défendre la Bretagne quand elle est injustement attaquée, et singulièrement, lorsque son image est injustement agressée.*

C'est ce que je continuerai à faire contre vents et marées. Je suis un militant de l'écologie de l'action et je rejette totalement l'écologie de l'anathème et de l'exclusion ».

Richard Ferrand, président du groupe *Socialistes et apparentés*, au Conseil régional, a lui aussi réagi : « *Si ces propos n'étaient pas diffamatoires et ridicules à la fois, ils seraient presque comiques. Pourtant, ce niveau d'irresponsabilité et d'agressivité n'est pas acceptable de la part d'une partenaire potentielle pour les échéances nationales futures.*

L'intéressée, qui se pose en chantre du "parler vrai", parle faux et préfère l'invective et la caricature aux arguments et aux propositions.

Du flot de ces marées vertes verbeuses, le ressac politique ne retiendra que la pollution du débat que constituent ces vaines polémiques.

Les paysans, les citoyennes et les citoyens bretons comme leurs élu(e)s savent tous que le travail qui se mène chaque jour en commun vaut mieux que des ronds dans l'eau médiatiques aussi déraisonnables que porteurs de stériles divisions et d'aucune efficacité ».

Annonces légales & judiciaires

ABARNOU MONTAGES
SARL au capital de 10 000 euros
Siège social : Zone Artisanale de Callac
29860 PLABENNEC
RCS BREST B 492 469 499

Par Assemblée Générale Extraordinaire des associés, en date du 24 janvier 2011, il a été décidé d'augmenter le capital de la société, par incorporation de réserves, à concurrence d'une somme de 24 000 euros, ledit capital se trouvant ainsi porté à 34 000 euros. Cette augmentation de capital a été réalisée par l'augmentation du nominal de chacune des 1 000 parts anciennes, qui a été porté de 10 euros à 34 euros.

L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention : Le capital social est fixé à la somme de 10 000 euros.

Nouvelle mention : Le capital social est fixé à la somme de 34 000 euros.

Pour avis,
Le Gérant.

Pierre LE REST

Avocat

59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 09 24

RESTAURANT PLANÈTE

Société par actions simplifiée
au capital de 500 euros
Siège social : 2 bis, rue de Kerros
29200 BREST

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST, du 19 janvier 2011, il a été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Dénomination :

RESTAURANT PLANÈTE.

Forme : Société par Actions simplifiée.

Siège social : 2 bis, rue de Kerros - 29200 BREST.

Objet : L'exploitation de tous fonds de commerce de restauration traditionnelle ou rapide, française ou étrangère, à consommer sur place ou à emporter ; le négoce de tous produits ou marchandises se rattachant à la restauration.

Capital social : 500 euros.

Apports en numéraire : 500 euros.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Clauses restreignant la transmission des actions : Tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement ; lorsque la société est pluripersonnelle, les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées et de participer aux délibérations, chaque actionnaire disposant d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Présidence : Monsieur YUKSEL TINER demeurant à BREST (29200) 34, rue Albert Louppe.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis,
Le Président